

Rapport final

L'inclusion OSIG dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick

*Projet mené par Alter Acadie NB
et soutenu par ARC Foundation*



**alter
acadie**

Avril 2026

Table des matières

Introduction.....	2
Méthodologie.....	3
Phase 1 Sondage exploratoire (printemps 2025).....	3
Phase 2 Entretiens semi-structurés avec parties prenantes.....	4
Phase 3 Sondage approfondi (automne 2025).....	4
LES RÉSULTATS (DE PHASES 1, 2, 3).....	5
SOGI 1 : Les politiques et procédures.....	5
SOGI 2 : Les environnements inclusifs.....	7
Infrastructure.....	9
Visibilité symbolique de l'inclusion.....	9
Clubs étudiants.....	10
SOGI 3 : Les ressources pédagogiques.....	12
Formations.....	12
Accès et visibilité des ressources pédagogiques.....	13
Accès aux contenus éducatifs et soutien pédagogique.....	14
Pourquoi ces résultats sont importants.....	14
Recommandations clés :	15
1. Clarifier et uniformiser les politiques.....	16
2. Institutionnaliser la formation annuelle.....	16
3. Renforcer le soutien aux écoles face aux résistances.....	17
4. Réduire la dépendance aux initiatives individuelles.....	16
5. Soutenir activement les clubs étudiants.....	16
6. Développer des environnements inclusifs au-delà du minimum.....	16
7. Structurer l'accès aux ressources pédagogiques.....	16
8. Renforcer les partenariats avec les organismes communautaires.....	16
ANNEXE A.....	18
ANNEXE B.....	19

Introduction

Dans le cadre du projet *L'inclusion OSIG dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick* mené par Alter Acadie et soutenu par ARC Foundation, ce rapport vise à dresser un portrait de l'inclusion des diversités sexuelles et de genre (OSIG) dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick. Le projet se base sur l'approche SOGI 123, qui se divise en trois volets interdépendants : des politiques favorisant l'inclusion, des milieux d'apprentissage inclusifs et un accès à des ressources et à une formation adaptée.

Notre recherche, effectuée sur deux ans, se base sur des entretiens semi-structurés et deux sondages diffusés auprès du personnel scolaire. Cette étude documente les pratiques actuelles en matière d'infrastructures, de formation, de visibilité et de collaboration au sein des écoles. Elle met en lumière les forces du réseau scolaire, mais aussi les écarts entre les politiques et leur mise en œuvre concrète.

Le présent rapport propose une analyse structurée des résultats selon les trois piliers du modèle SOGI 123, afin de mieux comprendre les conditions qui favorisent et limitent la création de milieux scolaires inclusifs, sécuritaires et équitables pour tous les élèves.

Objectifs du projet

1. Travailler étroitement avec divers intervenants du milieu éducatif francophone dans le but de contrer les inégalités auxquelles font face les personnes transgenres et non binaires.
2. Analyser les barrières qui limitent l'accès, l'inclusion et la sécurité des personnes transgenres et non binaires.
3. Élaborer des recommandations visant la modification des politiques en vigueur et des pratiques courantes ainsi que l'implantation de nouvelles initiatives dans les établissements éducatifs
4. Appuyer les intervenants éducatifs dans la mise en place des recommandations proposées et suivre le progrès de manière continue

Méthodologie

Dans le cadre du projet, une démarche de collecte de données en trois phases a été mise en place afin de documenter l'évolution et les conditions de mise en œuvre de l'inclusion des diverses orientations sexuelles et identité de genre (OSIG) dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick.

Phase 1 Sondage exploratoire (printemps 2025)

Un premier sondage a été diffusé au printemps 2025 auprès du personnel scolaire afin de documenter les perceptions entourant l'inclusion OSIG dans un contexte marqué par les élections provinciales. Ce sondage visait notamment à :

- évaluer les changements d'attitudes observés dans les milieux scolaires;
- identifier les principaux obstacles à l'inclusion OSIG;
- documenter les ressources et politiques utilisées par le personnel.

Les résultats de cette première phase ont permis de dégager plusieurs constats :

- une perception **partagée des changements d'attitude**, avec près de la moitié du personnel ne constatant aucun changement;
- des **obstacles importants liés au manque de temps et aux résistances externes**, en particulier de la part des parents;
- une utilisation variée de ressources, accompagnée d'une certaine **confusion quant à la politique 713 en vigueur**.

Ces résultats ont servi de base pour orienter les phases de collecte de données qui ont suivi.

Voir Annexe A - Données du sondage printemps 2025

Phase 2 Entretiens semi-structurés avec parties prenantes

En complément des sondages, des **entretiens semi-structurés** avec des supers allié·es des districts ont été réalisés. Ces entretiens visaient à :

- approfondir la compréhension des réalités vécues dans les écoles;
- documenter des exemples concrets de pratiques inclusives;
- identifier les défis et les besoins du personnel;
- contextualiser certains résultats.

Cette approche qualitative a permis de nuancer les données quantitatives et de mieux comprendre les dynamiques propres aux milieux scolaires et au contexte provincial néo-brunswickois.

Phase 3 Sondage approfondi (automne 2025)

Un second sondage a été réalisé à l'automne 2025 afin d'approfondir l'analyse des pratiques d'inclusion OSIG dans les écoles. Ce sondage dresse un portrait de :

- l'accessibilité aux infrastructures non genrées (toilettes et vestiaires);
- la formation et la sensibilisation du personnel et des élèves;
- les initiatives étudiantes (par exemple les alliances de genre et de sexualité);
- la visibilité de l'inclusion dans les milieux scolaires;
- les pratiques de collaboration et l'accès aux ressources.

Au total, **67 répondant·es** ont participé, représentant **30 écoles distinctes**. La présence de plusieurs répondant·es par école a permis de recueillir des perspectives variées, mais a également mis en évidence certaines divergences dans les perceptions et les pratiques.

Voir Annexe B - Données du sondage automne 2025

LES RÉSULTATS (DE PHASES 1, 2, 3)

SOGI 1 : Les politiques et procédures

SOGI 1 accélère le changement en visant le niveau systémique et l'alignement provincial

Dans cette section, nous abordons le fonctionnement systémique et le climat institutionnel des milieux scolaires. Nous avons posé des questions sur l'offre de développement professionnel ; la collaboration entre le personnel et le district ; les attitudes de son administration scolaires et de ses collègues.

Voici les problèmes identifiés :

- Difficulté à libérer du temps pour formations;
- confusion persistante autour de la Politique 713;
- absence de directives claires après les modifications;
- personnel nerveux quant à ses protections légales;
- incohérence d'application selon les écoles.

Les résultats du sondage montrent que, bien que plusieurs politiques existent, leur compréhension et leur application varient considérablement d'une école à l'autre.

Les données révèlent que le personnel scolaire s'appuie sur une diversité de cadres de référence, incluant différentes versions de la politique 713 ainsi que d'autres ressources externes. Cela semble entraîner une certaine confusion quant aux attentes et aux pratiques à adopter.

La perception de la collaboration institutionnelle est partagée. Bien qu'une majorité relative du personnel se sente soutenue par son milieu ou son district, une proportion importante de répondant·es exprime une neutralité ou un désaccord, suggérant une mise en œuvre inégale des politiques et un manque de cohérence dans le soutien offert.

Voici ce qu'on nous a répondu lorsque nous avons demandé aux répondant-es s'ils avaient d'autres commentaires sur la sensibilisation ou la mise en œuvre des politiques et procédures OSIG dans leur district

« Réticences des enseignants d'en parler, car ils ont peur des parents. »

« Les membres du personnel ont un besoin urgent de formations pour savoir comment réagir de façon adéquate et quoi dire face à des commentaires discriminatoires dans les corridors et en classe. »

« Dans notre District, nous n'avons pas d'information du district en lien avec le sujet [la diversité sexuelle et de genre]. Rien n'est acquis et c'est un besoin constant d'année en année. »

« Les enseignants et le personnel ont besoin d'une formation sur l'importance d'agir et sur la manière d'agir face à l'homophobie et la transphobie. »

« [Il y a un] besoin de formations sur le langage inclusif et sur la façon d'aborder le sujet et de l'intégrer à la matière. Urgent besoin de formations continues sur le sujet. Un sujet toujours d'actualité et qu'on ne peut se permettre de parler une fois et s'attendre à de la compréhension, du savoir-faire et de l'empathie. »

« Au niveau du personnel scolaire, nous vivons encore un peu de crainte à mettre en place des procédures OSIG. C'est plutôt la gestion des plaintes des parents qui ne nous permet pas d'avancer. »

« Nous n'avons pas grand sensibilisation dans l'école envers les problématiques d'OSIG. Ce sont les personnes enseignantes qui les offrent lorsque c'est possible. »

« Meilleure communication entre les écoles, le district et les parents pour rendre les choses plus claires au lieu d'être vague et que les gens se font des idées de ce qu'on fait. »

« Je n'ai jamais eu d'info sur l'OSIG »

Dans l'ensemble, les résultats indiquent que les politiques liées à l'inclusion OSIG sont présentes, mais que leur application demeure variable. Cela souligne l'importance de s'assurer de leur clarté et de leur application cohérente dans toutes les écoles.

SOGI 2 : Les environnements inclusifs

SOGI 2 accélère le changement en renforçant les réseaux allié-es et la visibilité 2SLGBTQIA+

Dans cette section nous abordons la création d'environnements scolaires conçus et aménagés pour être sécuritaires et inclusifs pour les élèves de la diversité sexuelle et de genre. Nous avons interrogé des personnes sur la visibilité des diverses réalités sociales et des symboles 2SLGBTQIA+ dans les écoles néo-brunswickoises, ainsi que sur la solidité des réseaux d'allié-es, qu'ils soient composés d'enseignant·es ou d'élèves.

Problèmes identifiés :

- Isolement des personnes alliées;
- peu d'occasions de réseautage;
- variabilité énorme entre écoles;
- climat de « ne fais pas de vagues »;
- surveillance et méfiance parentale encore présente.

Les résultats du sondage montrent que plusieurs formes de visibilité et d'inclusion sont présentes dans les écoles, mais qu'elles demeurent inégalement réparties et souvent dépendantes d'initiatives locales ou individuelles.

Un exemple important d'une telle initiative dans les districts francophones est la convention *Affiche tes Couleurs* qui a lieu annuellement à différents endroits dans la province pour les élèves, leur famille et le personnel enseignant. Alter Acadie NB et ARC Foundation étaient fiers de pouvoir participer comme partenaires et d'y voir une si belle participation (38 écoles sur 67 disent que des élèves y ont participé) en plus d'un engagement de la part de nos élu·es.

Il est également important de considérer les raisons évoquées pour expliquer la non-participation à l'initiative *Affiche tes couleurs*. Même si plusieurs répondant·es indiquent ne pas connaître les raisons ou n'ont pas été impliqués dans le processus, certaines tendances se dégagent des réponses fournies.

Tout d'abord, l'âge des élèves est fréquemment mentionné comme facteur explicatif : « Ce n'est pas des activités pour le groupe d'âge de notre école. »; « Selon nous c'était plutôt visé au secondaire »; « Selon l'âge des élèves, aucun intérêt ne fut démontré par eux. » **Plusieurs répondant-es estiment que l'activité était davantage adaptée au secondaire, ou qu'elle ne correspondait pas au niveau de maturité des élèves du primaire, notamment dans les écoles de type M-8. Cette perception semble influencer directement la décision de ne pas participer :** certains milieux considèrent que les enjeux OSIG ne sont pas pertinents pour les plus jeunes.

D'autres réponses mettent en évidence un manque d'intérêt ou de motivation des élèves « Aucun intérêt des élèves »; « La motivation n'était pas au rendez-vous pour ce groupe. Aussi, les élèves sont plus jeunes. », ainsi que des défis liés à la participation, notamment la difficulté à mobiliser les groupes ou à maintenir l'engagement des élèves. Dans certains cas, des facteurs individuels, tels que l'anxiété, ont également été mentionnés.

Par ailleurs, certaines réponses révèlent **un manque d'information ou de communication au sein des écoles, plusieurs répondant-es indiquant ne pas avoir été au courant de l'initiative** « Je n'étais pas au courant et cela n'a pas été demandé par la direction » ou ne pas savoir si des élèves avaient été invités à y participer. Cela suggère que la diffusion de l'information et la coordination interne peuvent constituer des obstacles à la mise en œuvre de ce type d'activité.

Enfin, quelques réponses font état de facteurs contextuels plus larges, tels qu'une ouverture limitée au sein du milieu scolaire ou des reculs perçus au niveau du district dans les dernières années : « Parce que le district avait reculé face à tout ça dans les deux dernières années. Je vais retenter le coup cette année. »; « L'ouverture d'esprit est encore limitée. » Ces éléments indiquent que **la participation aux initiatives OSIG peut être influencée par le climat institutionnel et social dans lequel évoluent les écoles.**

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que la non-participation ne repose pas sur un seul facteur, mais plutôt sur une combinaison

d'enjeux liés à l'âge perçu des élèves, à la mobilisation locale, à la communication interne et au contexte institutionnel.

Infrastructure

En ce qui concerne les infrastructures, 26 écoles sur les 30 du sondage ont des toilettes non genrées, et 11 disent avoir des vestiaires privés et non genrés.

94 % des répondant·es (63 sur 67) indiquent la présence d'au moins une toilette non genrée dans leur école. Toutefois, dans la grande majorité des cas, ces installations étaient déjà associées à l'accessibilité et construites à l'écart des toilettes\vestiaires binaires, ce qui suggère que **l'inclusion repose souvent sur la réaffectation de toilettes construite à l'écart à des fins d'accessibilité plutôt que dans l'optique de concevoir des environnements qui répondent spécifiquement à la diversité de genre.**

- **60 % (38)** indiquent que toutes ces toilettes servent également à l'accessibilité
- **30 % (19)** indiquent qu'une fraction des cabines seulement remplit cette fonction
- **10 % (6)** indiquent qu'aucune n'est associée à l'accessibilité

Seulement **10 % des répondant·es (6 sur 67)** affirment avoir accès à des **toilettes non genrées universelles**.

Visibilité symbolique de l'inclusion

La visibilité symbolique de l'inclusion varie également selon les milieux. **58 % des répondant·es (39 sur 67)** indiquent la présence d'affichages OSIG dans les espaces communs, tandis que **42 % (28 sur 67)** rapportent que leur école hisse un drapeau de la Fierté à un moment de l'année. En revanche, les formes de visibilité plus permanentes demeurent rares : seul·es **13 % (9 sur 67)** des répondant·es indiquent la présence de décorations extérieures, telles que des passages piétons arc-en-ciel.

Dans les salles de classe, la visibilité semble plus limitée et variable. **42 % des répondant·es (28 sur 67)** indiquent que seules 1 à 5 classes affichent des éléments liés à l'inclusion OSIG, tandis que **16 % (11 sur 67)** rapportent qu'aucune classe n'en affiche. De plus, **21 % (14 sur 67)** des répondant·es ne savent pas combien de classes sont concernées, ce qui suggère un manque de visibilité ou de coordination à l'échelle de l'école. Ces résultats indiquent une forte dépendance à l'initiative individuelle des enseignant·es.

On observe presque un **équilibre entre les écoles qui affichent et celles qui n'affichent pas**.

Cela pourrait refléter :

- prudence administrative
- climat politique local
- peur de réactions de parents

Clubs étudiants

Enfin, les clubs étudiants, comme les alliances de genre et de sexualité (AGS, *GSA en anglais*) jouent un rôle important dans la création de milieux inclusifs. **78 % des répondant·es (52 sur 67)** indiquent la présence d'un club de type AGS dans leur école. Toutefois, leur niveau d'activité varie : parmi ces 52 réponses, **42 %** indiquent une activité régulière (hebdomadaire ou plus), tandis que **40 %** décrivent des clubs peu actifs, en pause ou dont la fréquence est incertaine, ce qui laisse **17 %** qui sont actifs, mais de manière plus espacée.

Autrement dit, la présence d'un club n'équivaut pas automatiquement à une vie inclusive soutenue.

Un constat très intéressant qui ressort des données quand on combine les résultats :

- 63 % des écoles ont un club étudiant;
- 23 % des écoles offrent une formation annuelle aux élèves.

Le fait que les clubs soient fréquents, alors que la formation institutionnelle est rare, suggère que, dans plusieurs écoles, les élèves organisent l'inclusion plus que le système scolaire.

Ce n'est pas nécessairement mauvais en soi que les élèves s'impliquent. Le problème survient lorsque les clubs compensent l'absence de structures, car la charge politique et affective retombe sur les jeunes.

Dans l'ensemble, les données montrent que des efforts d'inclusion sont bien présents dans les écoles, mais qu'ils ne sont pas systématiques. Les environnements inclusifs reposent encore largement sur des initiatives locales, individuelles ou étudiantes, plutôt que sur une approche institutionnelle cohérente et uniformément déployée.

Les infrastructures sont tolérées, les symboles sont plus controversés.

Les résultats suggèrent une distinction importante entre différentes formes d'inclusion dans les milieux scolaires. D'une part, les infrastructures liées à l'inclusion OSIG, telles que les toilettes non genrées, semblent relativement bien acceptées. En effet, une très grande majorité des répondant.e.s indique la présence de ce type d'aménagement dans leur école. Toutefois, ces installations correspondent souvent à des espaces déjà existants, notamment des toilettes accessibles, et sont fréquemment situées à l'écart des installations principales.

D'autre part, les formes de visibilité symbolique — comme les drapeaux de la Fierté, les affichages dans les espaces communs ou les aménagements extérieurs — **apparaissent plus variables et, dans certains cas, plus controversées.** Les données montrent que ces pratiques ne sont pas systématiques et dépendent davantage du contexte local, des dynamiques d'école ou de l'initiative individuelle du personnel.

Cette distinction suggère que **les formes d'inclusion perçues comme fonctionnelles ou discrètes sont plus facilement mises en place, tandis que les manifestations visibles et explicites de soutien aux diversités sexuelles et de genre suscitent davantage de réticences.** Elle met en lumière une tension entre une inclusion dite « **tolérée** »,

intégrée dans les structures existantes, et une inclusion « **affirmée** », qui implique une prise de position plus visible dans l'espace scolaire.

SOGI 3 : Les ressources pédagogiques

SOGI 3 accélère le changement en produisant des ressources et du contenu éducatif

Le troisième pilier du modèle SOGI 123 concerne l'accès à des ressources pédagogiques et à des formations permettant de soutenir l'inclusion des diversités sexuelles et de genre dans les milieux scolaires. Les résultats du sondage mettent en évidence plusieurs lacunes importantes, tant en matière de formation que d'accès et de visibilité des ressources.

Problèmes identifiés :

- Manque de formation ;
- manque de contenu éducatif ;
- manque de visibilité des ressources ;
- ressources souvent retirées des présentoirs pour être cachées.

Formations

La formation constitue l'un des principaux enjeux identifiés. En ce qui concerne le personnel scolaire, seuls **7.5 % des répondant-es (5 sur 67)** indiquent que des formations ont lieu chaque année. La majorité, soit **62.5 % (42 sur 67)**, indique que ces formations ont lieu certaines années seulement, tandis que **30 % (20 sur 67)** rapportent qu'aucune formation n'est offerte.

Du côté des élèves, la situation est également préoccupante. **46 % des répondant-es (31 sur 67)** indiquent que les élèves ne reçoivent jamais de formation liée aux enjeux OSIG, tandis que **39 % (26 sur 67)** mentionnent que ces formations ont lieu de manière occasionnelle. Seulement **15 % (10 sur 67)** indiquent que les élèves reçoivent une formation annuelle ou plus fréquente.

Lorsque l'on analyse ces données à l'échelle des écoles, environ **23 % des écoles (7 sur 30)** offrent une formation annuelle aux élèves, et seulement **13 % (4 sur 30)** au personnel. Ces résultats mettent en évidence un manque de formation structurée et continue dans le réseau scolaire.

Qui donnent ces formations ?

- Représentant·es expert·es du District scolaire ;
- Expert·es au sein de l'école ;
- groupes communautaires (comme Gris Acadie, Chroma NB, etc.).

Une personne répondante souligne que ce ne sont « ce ne sont pas des experts, mais des gens du district qui n'en savent pas plus que moi ». Une autre indique que « Les enseignants cherchent leurs propres formations », ce qui montre un système encore peu structuré.

La formation annuelle sur les pratiques inclusives liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (OSIG) constitue un élément essentiel pour assurer une mise en œuvre cohérente des politiques d'inclusion. Elle permet de maintenir à jour les connaissances du personnel, d'adapter les pratiques aux réalités sociales et éducatives en constante évolution et de clarifier les rôles et responsabilités au sein des écoles. Dans un contexte de renouvellement continu des cohortes d'élèves, une sensibilisation ponctuelle ne suffit pas à soutenir un climat inclusif à long terme. Des formations récurrentes permettent ainsi d'assurer une compréhension commune des pratiques inclusives et de renforcer la capacité des milieux scolaires à offrir des environnements sécuritaires et respectueux.

Accès et visibilité des ressources pédagogiques

Les données indiquent que des ressources pédagogiques OSIG sont présentes dans plusieurs écoles, mais que leur accessibilité et leur visibilité demeurent inégales. **61 % des répondant·es (41 sur 67)** indiquent que leur bibliothèque contient des ressources OSIG. Toutefois, **31 % (21 sur 67)** ne savent pas si des ressources sont

disponibles en bibliothèque, ce qui suggère **un manque de visibilité ou de mise en valeur.**

Les réponses qualitatives indiquent également que **certaines ressources sont peu utilisées** « Section permanente qui est en voie de disparition, car **le personnel et les élèves n'utilisent pas ces livres.** »; Certaines ressources sont datées : « Petite section désuète, cachée dans un coin. » D'autres réponses démontrent que les ressources sont peu accessibles ou retirées des présentoirs visibles, ce qui peut limiter leur utilisation par les élèves et le personnel. Ce phénomène suggère que, **même lorsque des ressources sont présentes, elles ne sont pas toujours pleinement intégrées à l'environnement éducatif.**

Accès aux contenus éducatifs et soutien pédagogique

Au-delà de la présence de ressources, plusieurs répondant·es soulignent un manque de contenus éducatifs structurés et facilement accessibles. **Le personnel scolaire indique souvent s'appuyer sur des recherches personnelles, des collègues ou des ressources externes pour aborder les enjeux OSIG, ce qui reflète l'absence d'un cadre pédagogique uniformisé.**

Cette situation contribue à une variabilité importante dans les pratiques pédagogiques et **peut limiter la capacité du personnel à aborder ces enjeux de manière cohérente et adaptée aux différents contextes scolaires.**

Pourquoi ces résultats sont-ils importants ?

Les résultats de ce sondage montrent que l'inclusion OSIG dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick ne suit pas une trajectoire uniforme. Des avancées importantes coexistent avec des limites persistantes, notamment en matière de formation, de clarté des politiques et de capacité institutionnelle.

Ils mettent en évidence que :

- les initiatives existent, mais reposent souvent sur des efforts individuels;
- les ressources sont disponibles, mais pas toujours accessibles ou connues;
- les environnements inclusifs sont présents, mais inégalement développés.

Ces constats soulignent l'importance de renforcer les structures, les pratiques et le soutien offert aux écoles afin d'assurer une inclusion durable et cohérente.

Les recommandations suivantes visent à renforcer les capacités du réseau scolaire.

Recommandations clés :

Les résultats du sondage et des entretiens mettent en évidence des avancées en matière d'inclusion OSIG dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick, mais aussi des écarts importants entre les politiques, les pratiques et les ressources disponibles.

Afin de renforcer la cohérence et la durabilité des pratiques inclusives, les recommandations suivantes sont structurées selon les trois piliers du modèle SOGI 123, en précisant les responsabilités respectives du ministère, des écoles et des partenaires communautaires.

SOGI	Niveau	Responsabilité
SOGI 1	Systémique	Ministère
SOGI 2	Pratique	Écoles / enseignant·e·s
SOGI 3	Soutien	Communautaire

SOGI 1	SOGI 2	SOGI 3
1. Clarifier et uniformiser les politiques Les résultats montrent une confusion persistante quant aux politiques et ressources utilisées. Il est recommandé de : - clarifier les politiques OSIG existantes (notamment la politique 713) - o Protections - o Responsabilités juridiques - assurer une communication claire et cohérente à l'ensemble du personnel - développer des outils de vulgarisation accessibles pour optimiser l'application des politiques 2. Institutionnaliser la formation annuelle Le ministère devrait : - rendre obligatoire une formation annuelle pour le personnel et les élèves structurées à l'échelle provinciale ou des districts - intégrer ces formations dans le calendrier scolaire - identifier des organismes	4. Réduire la dépendance aux initiatives individuelles Les données montrent que l'inclusion repose souvent sur des enseignant-es ou élèves motivé-es. Il est recommandé de : - intégrer l'inclusion OSIG dans les pratiques pédagogiques régulières - encourager une approche d'équipe au sein des écoles 5. Soutenir activement les clubs étudiants Les écoles devraient : - reconnaître les clubs comme des acteurs clés - leur offrir du temps, de l'espace et un encadrement 6. Développer des environnements inclusifs au-delà du minimum Il est recommandé de : - aller au-delà des solutions d'accommodement	7. Structurer l'accès aux ressources pédagogiques Il est recommandé de : - centraliser les ressources disponibles - et améliorer leur visibilité dans les écoles 8. Renforcer les partenariats avec les organismes communautaires - Recourir aux organismes pour des formations adaptées Le ministère devrait : - reconnaître et financer ces partenariats 9. Développer des outils pédagogiques accessibles Il est recommandé de : - créer du contenu facilement transmissible (ex. : formation train the trainer) - faciliter son utilisation par le personnel

partenaires pour soutenir cette formation • prévoir des formations adaptées aux rôles (enseignant·es, directions, personnel de soutien...) 3. Renforcer le soutien aux écoles face aux résistances Il est recommandé de : • fournir des lignes directrices claires pour répondre aux résistances externes • soutenir les directions dans la gestion de ces enjeux	• réfléchir à des infrastructures réellement inclusives	
--	---	--

L'ensemble de ces recommandations souligne que l'inclusion OSIG ne peut reposer sur un seul niveau d'intervention. Elle nécessite une action coordonnée entre les instances gouvernementales, les milieux scolaires et les partenaires communautaires.

ANNEXE A - Données du sondage printemps 2025

L'INCLUSION OSIG DANS LES ÉCOLES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Qu'est-ce qui a changé depuis les élections provinciales de 2024?

(Conclusions tirées de l'enquête Néo-Brunswickoise spécifique au DSF)



alter
acadie

Près de la moitié (47 %) du personnel scolaire n'a constaté aucun changement d'attitude depuis les élections, mais là où des changements ont eu lieu, ils ont été partagés entre des avancées et des reculs.

* Point clé à retenir pour les écoles

Les attitudes n'évoluent pas dans une seule direction — des poches de progrès coexistent avec une résistance croissante.

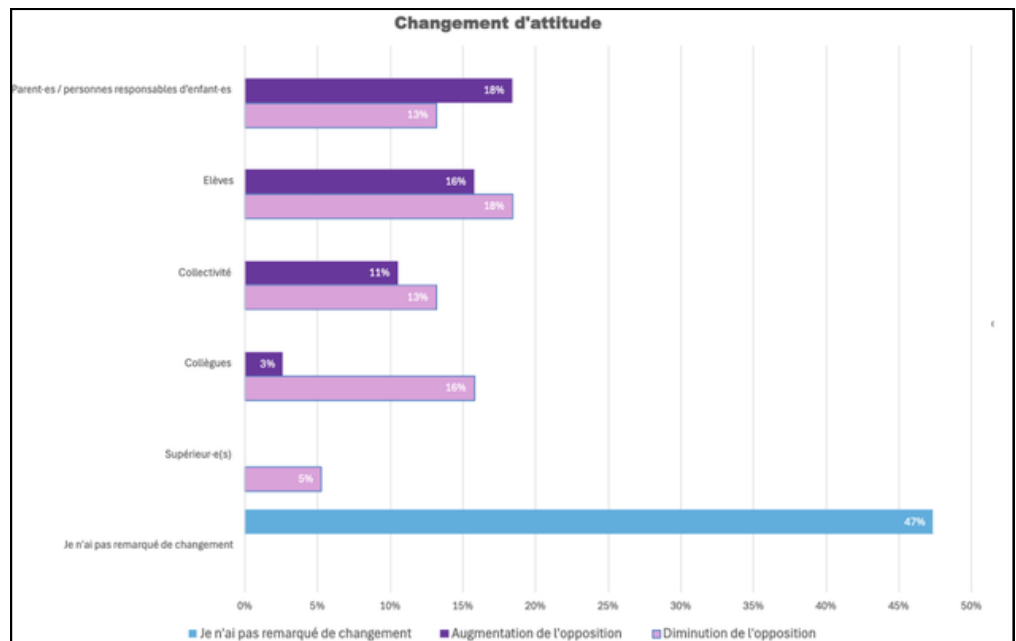
Obstacles à l'inclusion des OSIG

Principaux défis identifiés par le personnel :

- Manque de temps pour assumer les responsabilités liées aux OSIG (37 %)
- Opposition des parents/tuteurs (34 %)

* Point clé à retenir pour les écoles

Les principaux obstacles sont les capacités pratiques et les résistances externes, en particulier de la part des familles.



Ressources utilisées par le personnel

Politiques & ressources externes les plus fréquemment utilisées

Versions de la Politique 713 :	Autres politiques internes :	Ressources externes:
2020 (version originale) (53%)	Politique 322 – Inclusion scolaire (53%)	Alter Acadie NB (45%)
Version actuelle (41%)	Politique 703 – Milieu propice à l'apprentissage et au travail (53%)	SOGI 123 (32%)
2023-23 (24%)	Ressources d'apprentissage inclusive (47%)	Égale Canada & Enfants transgenres Canada (27%)

* Point clé à retenir pour les écoles

Le personnel s'appuie sur un ensemble de politiques provinciales et de ressources communautaires, mais la confusion persiste quant aux multiples versions de la politique 713.

Pourquoi cela est important pour votre travail?

- **Célébrez les victoires** : la diminution de l'opposition parmi les élèves et les collègues témoigne des progrès accomplis.
- **Aborder les points sensibles** : la résistance des parents et les contraintes budgétaires sont courantes dans les écoles du Nouveau-Brunswick.
- **Maintenir à jour les connaissances en matière de politique** : les multiples versions de la politique 713 en circulation soulignent la nécessité d'une plus grande clarté.
- **Investir dans les capacités du personnel** : le manque de temps, de financement et de connaissances reste un obstacle majeur.

Annexe B ; Données clés du sondage Automne 2025

L'INCLUSION OSIG DANS LES ÉCOLES DU NOUVEAU-BRUNSWICK



*Lecture rapide

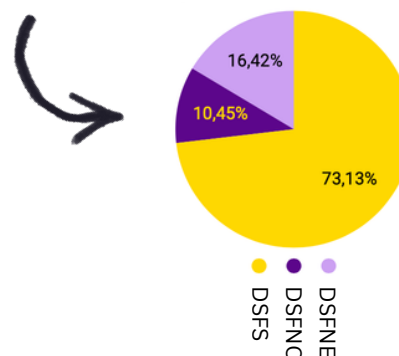
- L'inclusion est présente mais non systématique
- La formation est limitée et irrégulière
- Les initiatives reposent souvent sur les individus
- Les ressources sont peu visibles ou mal connues

Infrastructures inclusives

	Résultat
Présence	63 / 67 (94 %)
Toutes servent à l'accessibilité	38 / 67 (60 %)
Une fraction des cabines servent à l'accessibilité	19 / 67 (30 %)
Aucune sert à l'accessibilité	6 (10 %)
Seulement 10 % des répondant-e-s (6 sur 67) affirment avoir accès à des toilettes non-genrées universelles.	

Profil de l'échantillon

Indicateur	Résultat
Répondant-e-s	67
Écoles représentées	30
DSF-Sud	49
DSF-Nord-Ouest	7
DSF-Nord-Est	11



Visibilité de l'inclusion

Indicateur	Résultat
Affichages OSIG	(39 sur 67) 58 %
Drapeau	(28 sur 67) 42 %
Décorations extérieures	(9 sur 67) 13 %
Ressources bibliothèque	(41 sur 67) 61 %
Ne connais pas les ressources disponible en	(21 sur 67) 31 %

Club étudiants (AGS/GSA)

Indicateur	Résultat
Présence (selon les répondant-es)	52 / 67 (78 %)
Écoles avec club	~63 %

Formation du personnel

Fréquence	%
Chaque année	7.5%
Certaines années	62.5%
Jamais	30%

Formation des élèves

Fréquence	%
Annuelle ou +	15%
Certaines années	39%
Jamais	46%

Formation annuelle par école

Fréquence	%
Offertes aux élèves	7 / 30 (23 %)
Offertes au personnel	4 / 30 (13 %)